



HAL
open science

Remarques à propos des élections générales de novembre 2021 au Honduras

Daniel Vásquez

► **To cite this version:**

Daniel Vásquez. Remarques à propos des élections générales de novembre 2021 au Honduras. *IdeAs : idées d'Amérique*, 2022, 19, 10.4000/ideas.12685 . hal-04320918

HAL Id: hal-04320918

<https://hal.parisnanterre.fr/hal-04320918v1>

Submitted on 4 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Remarques à propos des élections générales de novembre 2021 au Honduras

Comentarios sobre las elecciones generales de noviembre de 2021 en Honduras
Comments on the November 2021 General Elections in Honduras

Daniel Vásquez

- 1 Le 28 novembre 2021, des élections générales ont eu lieu au Honduras pour la sélection du président de la République, trois adjoints présidentiels, 128 députés titulaires au Congrès et 20 députés au Parlement centraméricain, 298 maires et 2 142 conseillers municipaux. Ce texte cherche à offrir quelques clés explicatives pour appréhender ce processus à partir d'un examen du contexte politique hondurien récent.

Quelles sont les principales forces politiques au Honduras ?

- 2 Au Honduras, les mécanismes électoraux font l'objet de disputes entre des clans familiaux, régionaux, urbains ou ruraux, composés principalement de propriétaires terriens ou industriels, du monde entrepreneurial et médiatique, soit des groupes d'intérêt ayant la capacité de convertir leurs compétences dans les partis politiques. Ces derniers apparaissent alors comme des plateformes privilégiées par les élites dans le dessein de participer à la négociation de quotas de pouvoir qui ont lieu à l'intérieur et en dehors de l'État, souvent de façon informelle et à huis clos.
- 3 Paru dans les années 1920, le bipartisme hondurien a été l'un des plus durables d'Amérique latine. Les dix chefs d'État qui ont gouverné le pays dans sa dernière phase électorale (1982-2022) sont issus des rangs du Parti Libéral (PL) (6), fondé dans la dernière décennie du XIX^e siècle, et du Parti National (PN) (4), créé au début du XX^e siècle. Le pays connut des régimes autoritaires prolongés tels que la dictature de Tiburcio Carías Andino (PN) (1933-1949), et les triumvirats militaires (1963-1982)

inaugurés avec le coup d'État qui limogea le président réformiste Ramón Villeda Morales (PL) (1957-1963) (D'Ans, 2004).

- 4 Le gouvernement le plus court de l'histoire électorale récente fut *de facto* présidé par Roberto Micheletti (PL), arrivé au pouvoir en 2009 via un coup d'État contre un membre de son parti, Manuel Zelaya. La destitution du président Zelaya concrétisa le morcellement du PL, en crise depuis 2008, comme conséquence des divergences insurmontables entre le gouvernement central et une pléiade de clans libéraux opposés à ses politiques. Cet effondrement a laissé la place au PN pour remporter trois victoires consécutives aux élections présidentielles, accompagnées à chaque fois d'une majorité législative (2009, 2013, 2017). Aujourd'hui encore, le bipartisme domine significativement le jeu politique.
- 5 Toutefois, leur position hégémonique est fragilisée depuis les élections de 2013, du fait de la constitution de deux nouveaux partis : le Parti Liberté et Refondation (LIBRE), qui est une importante scission du PL dirigée par Manuel Zelaya, et le Parti Anticorruption (PAC), créé par le commentateur de football et présentateur de télévision Salvador Nasralla, qui, finalement expulsé du PAC, a fondé en 2020 le Parti Salvador du Honduras (PSH).
- 6 Tout au long de sa carrière politique, Nasralla a maintenu une opposition ouverte contre la corruption du régime nationaliste. Sa réputation, fruit de la démonstration de connaissances sur le football national et international, et sur la culture populaire, lui assure le soutien d'une partie de la jeunesse, des indépendants ou désenchantés des partis dits traditionnels. Nasralla a choisi parmi ses candidats pour être députés des personnalités reconnues dans l'espace médiatique et provenant de différentes sphères sociales, surtout des professionnels de la médecine, des entrepreneurs et des avocats des classes moyennes.
- 7 Le coup d'État contre Zelaya n'a pas pour autant suspendu les élections de 2009. Le candidat du PN, Porfirio Sosa, reçoit 56,56 % des suffrages exprimés alors, contre 38,09 % pour l'homme d'affaires du bâtiment Elvin Santos du PL, ancien vice-président de Zelaya. Le PN atteint de nouveau la première position en 2013 avec 36,89 % pour Juan Orlando Hernández. L'épouse du président déchu Zelaya et ancienne première dame (2006-2009), Xiomara Castro de Zelaya, obtient à ce moment-là la deuxième place avec LIBRE (28,78 %) ; Nasralla la quatrième (13,43 %) avec le PAC, contre un PL fragmenté (20,3 %) qui termine pour la première fois en troisième position, en ayant comme candidat Mauricio Villeda, fils de l'ancien président Villeda Morales.
- 8 Lors du scrutin de 2017, si Xiomara Castro a remporté les élections primaires de LIBRE, la direction de son parti a pourtant décidé de soutenir la candidature de Nasralla, dans le cadre d'une « Alliance d'opposition à la dictature ». Celle-ci, rejointe également par le Parti innovation et unité - social-démocrate (PINU-SD), a obtenu la deuxième position avec 41,42 % des voix. Avec une infime avance, Hernández remporte finalement le scrutin et accède donc à cette réélection controversée (42,95 %). Parallèlement, le PL, dont le candidat était Luis Zelaya, alors recteur d'une université privée, était à nouveau considérablement affaibli (14,74 %).
- 9 Ces acteurs monopolisent le jeu politique avec l'inclusion récente du candidat présidentiel du PL Yani Rosenthal, qui a purgé une peine de trois ans de prison aux États-Unis en raison de ses liens avec des narcotrafiquants. Il a été reconnu coupable du blanchiment d'argent du gang *Los Cachiros*, dirigé par Devis Maradiaga, l'un des trafiquants les plus influents du pays. En mars 2021, Maradiaga a révélé avoir versé des

pots-de-vin, de l'ordre de plusieurs centaines de milliers de dollars chacun, au Président Juan Hernández et à son vice-président Ricardo Álvarez (2014-2022), ainsi qu'aux anciens Présidents Manuel Zelaya (2006-2009), et Porfirio Lobo (2010-2013).

- 10 Ce panorama demeure incomplet si l'on ne fait pas référence aux concurrents non partisans qui jouent un rôle essentiel dans les luttes électorales menées par les partis politiques pour accéder à la direction de l'appareil d'État, et qui ne constituent pas l'objet de ce travail : les secteurs des affaires, les forces armées, les églises et l'ambassade nord-américaine. Ces acteurs conditionnent peu ou prou les processus électoraux ou les font avorter lorsque c'est dans leur intérêt.

Des institutions électorales partisans et des scrutins primaires contestés

- 11 La dernière législature a été le terrain de tensions et d'accords entre le PL, LIBRE et le PN, s'agissant de réformes électorales. En janvier 2019, les trois forces ont convenu de la création de la Cour électorale de justice (CJE) et du Conseil national électoral (CNE) qui supplantent le Tribunal suprême électoral (Jerez, 2021, p. 40). Le Registre national des personnes (RNP), qui s'occupe de réactualiser le recensement, a également été restructuré et délivre actuellement une nouvelle carte d'identité. Chaque instance est composée de trois directeurs, un par parti, mettant à jour la culture des chefferies traditionnelles dans le sens inverse des recommandations des observateurs nationaux et internationaux (Cálix, 2005, p. 18 ; CVR, 2011, p. 414-415 ; MOEU, 2017, p. 20 ; OEA, 2017, p. 24).
- 12 Zelaya, quant à lui, a nommé deux de ses anciens ministres (2006-2009) à la tête de la CJE et du CNE, ouvrant par là même un espace dans le RNP pour un militant de la gauche organisée, minoritaire au sein de son parti, mais influente idéologiquement. Ces accords furent réalisés grâce aux compromis que LIBRE a acquis en négociations avec le président du Congrès Mauricio Oliva (PN), alors à la recherche d'un profil conciliateur pour sa campagne présidentielle. De cette façon, Zelaya a pleinement réintégré le jeu politique.
- 13 Les restructurations institutionnelles répondent davantage à un esprit partisan et de compromis entre chefferies qu'à la mise en place de profondes réformes de la loi et des pratiques électorales exigées par des observateurs indépendants du pouvoir central (REDH, 2021, p. 2). Les propriétaires des partis renforcèrent ainsi leur condition de juge et partie prenante des processus électoraux. Les nouvelles institutions électorales se révèlent inefficaces en raison de la fluctuation des arrangements entre les différentes chefferies, mais aussi du fait des disputes entre des clans internes des partis. Cela fut notamment visible lors des élections primaires du 14 mars 2021.
- 14 L'ambiance des élections primaires était imprégnée de scepticisme, alors que ces élections sont cordonnées par les mouvements internes qui s'affrontent au sein de chaque parti, sous la tutelle du CNE. Seuls les trois principaux partis ont organisé des primaires, attestant par là même du degré de rivalité de leurs clans internes respectifs. Cette compétition fut sans concession dans les rangs du PL entre les candidats Luis Zelaya et Yani Rosenthal.
- 15 Les désaccords au sein du CNE à propos des caractéristiques que devaient acquérir le processus et le manque de coordination entre le CNE et le RNP, tels que les retards ou le

non-respect des obligations par les fonctionnaires, ont favorisé un terrain pour les irrégularités. C'est pourquoi il y eut, tout naturellement et comme le veut l'usage, des allégations de fraude dans tous les partis (PN : 63 ; PL : 103 ; LIBRE : 124) (ASJH, 2021, p. 6). Les premiers résultats des primaires furent publiés plus de soixante-dix heures après la clôture des centres de vote.

- 16 Au niveau présidentiel, Xiomara Castro, soutenue par six des neuf courants internes de LIBRE, a remporté la victoire (79,07 %), suivie de N. Ávila (11,54 %), C. Reina (4,96 %) et W. Méndez (4,42 %). Au PL, sur un total de 678 370 votes, Yani Rosenthal du Mouvement Libéral Yanista a atteint 49,97 %, reléguant L. Zelaya (33,94 %) et D. Banegas (16,09 %). Sur 972 139 voix pour le PN, le maire de la capitale Nasry Asfura a obtenu la première position sous la bannière du mouvement Unidad y Esperanza (70,12 %), laissant derrière lui M. Oliva (29,88 %). Nasry Asfura a été accusé de détournement de fonds publics dans le cadre de son mandat initié en 2014 et est l'un des Honduriens mentionnés par les *Panama Papers*. L'absence d'une procédure fiable pour le dévoilement des scores a laissé la place à la spéculation des sociétés de sondage, des médias et des candidats qui se proclament vainqueurs avant l'heure.
- 17 Si au sein du PN, les perdants ont systématiquement accepté les résultats, dans les rangs des partis d'opposition, il y eut d'importants conflits d'intérêts, à tous les niveaux des élections. W. Méndez, précandidat présidentiel de LIBRE, a fini par s'aligner derrière la candidature de Rosenthal, qui ne bénéficiait pourtant pas de l'appui du clan du libéral Luis Zelaya, favorable à la candidature de Nasralla. Rosenthal s'est maintenu, convaincu jusqu'à la fin de sa capacité de victoire, refusant de renoncer à sa candidature en faveur de Castro, malgré les différentes réunions et négociations organisées par leurs équipes, et en dépit de la proximité, l'amitié et l'histoire politique partagée et proclamée par les deux familles. Rosenthal est le fils du banquier Jaime Rosenthal, qui fut vice-président du Honduras (PL) (1986-1990) et député du département industriel de Cortés (2002-2006). Au cours de sa carrière politique, Yani a occupé des postes de direction dans le PL, a été ministre du gouvernement de Zelaya (2006-2008), député au Congrès (2010-2014) et précandidat à la présidence en 2012. Rosenthal a reconnu la victoire de Castro et semble enclin à se rallier à certains aspects de son gouvernement.
- 18 Les partis d'opposition dans leur ensemble n'affichaient pas de volonté d'unité un mois avant les élections. Le processus électoral a acquis une tournure inattendue le 13 octobre quand, lors d'une rencontre au sommet avec l'ancien président Zelaya, Salvador Nasralla a annoncé son adhésion à la formule présidentielle de LIBRE en qualité de vice-président.

Résultat des élections générales de 2021 et perspectives politiques immédiates

- 19 Dans une nation dont la population avoisine les dix millions d'habitants, 14 partis ont contesté la décision d'environ 5,1 millions de suffragants en novembre 2021. De nombreux partis apparus au cours des années 2010 ont concouru, alors même qu'ils ne dépassaient pas 0,5 % du total des voix, certains n'obtenant ni députation ni mairie et étant à peine en mesure d'avoir un représentant le jour de l'élection, dans les plus de 18 000 centres de vote à travers le pays. L'enregistrement des partis et la multiplication du nombre de candidats sont une véritable affaire lucrative, étant donné que les

participants aux processus électoraux se voient attribuer des compensations financières conséquentes de l'État.

- 20 Deux mouvements indépendants se sont présentés pour la première fois. L'un, dirigé par le journaliste Milton Benítez, animateur de l'émission « El Perro Amarillo » diffusée sur Facebook/YouTube, et l'autre par l'ancien capitaine des forces armées, Santos Orellana, connu pour avoir dénoncé l'implication de militaires dans des activités illicites. Orellana fut emprisonné avant le scrutin, accusé d'avoir participé au narcotrafic.
- 21 Xiomara Castro, aspirante dauphine de son mari Zelaya, fut pour la troisième fois consécutive la candidate de LIBRE. Nasralla, qui était le prétendant du PSH, également à sa troisième tentative, et qui comptait sur le soutien du PINU-SD dans une nouvelle alliance appelée « Unité nationale d'opposition du Honduras (UNOH) », s'est ralliée derrière Castro, tout comme le journaliste Benítez, qui bénéficiait d'une popularité considérable grâce à ses dénonciations contre la banque et le PN.
- 22 La suspension de l'inimitié qui durait depuis le début de la « crise post-électorale » de 2017 entre Nasralla et les Zelaya a permis aux Nasrallistas, indécis et indépendants de rejoindre progressivement LIBRE en novembre 2021, optant pour le vote punitif contre le PN. La coalition a suscité des attentes compte tenu de ses promesses de démantèlement des projets développés par le PN pendant 12 années.
- 23 La victoire de Castro représente le retour des Zelaya aux rênes de l'État, un clan de riches propriétaires terriens qui font partie de la classe politique qui dirige le pays depuis les années 1980 (Peetz, 2009). Manuel Zelaya a été momentanément exclu du jeu politique en raison de ses sympathies proclamées avec le castrisme et le chavisme, de sa tentative de truquer l'élection des membres de la Cour Suprême de Justice en sa seule faveur et d'implanter une Assemblée nationale constituante non négociée et menaçante en 2009. C'est dans ce contexte que le clan a peaufiné le style du « populisme fondateur » (De la Torre, 2017) qui leur a garanti la victoire plus de dix ans après le Coup¹. Sur un total de 3 580 527 votes comptabilisés, Castro a obtenu 51,12 % des voix contre 36,93 % pour le PN et 10 % pour le PL. Son indéniable popularité lui offre un terrain propice pour continuer à déployer une logique politique « néo-populiste fondatrice ».

BIBLIOGRAPHIE

Asociación para una Sociedad más Justa - Honduras, Elecciones Primarias Honduras, 2021.

Cálix, Álvaro, « Un cuarto de siglo de elecciones en Honduras. La contribución de los procesos electorales a la transición y consolidación democráticas », TRACE, vol. 48, 2005, p. 15-29.

Comisión de la Verdad y de la Reconciliación Honduras, Informe de la Comisión de la Verdad y la Reconciliación, Costa Rica, 2011

D'Ans, André-M., « De la democracia de “baja intensidad” a la sociedad estructuralmente reajustada », en Darío Paz, Rubén (comp.), *Honduras : del Estado-Nación a la democracia formal. Lecturas de historia de Honduras del siglo XX*, Tegucigalpa, Editorial UPN, 2004, p. 433-482

De la Torre, Carlos, « Los populismos refundadores : Promesas democratizadoras, practicas autoritarias », *Nueva Sociedad*, n° 267, Enero-Febrero 2017, p. 129-141.

Jerez, Rafael, « Los avances y retrocesos en la nueva Ley Electoral de Honduras », *Envío-Honduras*, n° 66, 2021, p. 37-44

Organización de Estados Americanos, *Elecciones generales 2017*, Misión de Observación Electoral, 2017

Peetz, Peter, « ¿De hacendado a revolucionario ? Mel Zelaya y el giro hacia la izquierda del gobierno hondureño », *Revista Iberoamericana*, vol. 9, n° 33, 2009, p. 181-186

Red por la Equidad Democrática en Honduras, *Informe Preliminar de la observación de las elecciones generales 2021*, 2021

Unión Europea, *Elecciones Generales 2017*, MOEU, 2017

NOTES

1. Objet d'un travail en cours de réalisation, dont la publication est prévue pour la mi-2022.

RÉSUMÉS

Xiomara Castro de Zelaya, candidate à la présidentielle du parti Liberté et Refondation (LIBRE), fondé en 2012 par son mari, l'ancien président Manuel Zelaya (2006-2009), a remporté les élections générales du 28 novembre 2021. Renversée par un coup d'État en 2009, la famille Zelaya-Castro revient à la tête de l'exécutif avec un programme que revendique le « socialisme démocratique », après douze ans de gouvernements du Parti National (PN) qui ont signifié une profonde régression démocratique pour le pays. Cet article cherche à offrir quelques clés analytiques sur le contexte politique dans lequel se sont déroulées les élections primaires et générales au Honduras. L'auteur propose une série de considérations sur les principales forces politiques au Honduras et sur les perspectives politiques immédiates.

Xiomara Castro de Zelaya, candidata presidencial del partido Libertad y Refundación (LIBRE), fundado en 2012 por su marido, el expresidente Manuel Zelaya (2006-2009), resultó vencedora en las elecciones generales del 28 de noviembre de 2021. Derrocados por un golpe de Estado en 2009, la familia Zelaya-Castro regresa al mando del poder ejecutivo con una propuesta de « socialismo democrático », tras doce años de gobiernos del Partido Nacional (PN) que han significado un profundo retroceso para el país. El artículo busca ofrecer algunas claves explicativas sobre el contexto político en el que se desarrollaron las elecciones primarias y generales en Honduras. El autor ofrece una serie de consideraciones sobre las principales fuerzas políticas en Honduras y sobre el panorama político inmediato.

Xiomara Castro de Zelaya, presidential candidate of the Libertad y Refundación (LIBRE) party, founded in 2012 by her husband, former president Manuel Zelaya (2006-2009), won the general elections of November 28, 2021. Overthrown by a coup d'état in 2009, the Zelaya-Castro family returns to the helm of executive power with a proposal of « democratic socialism », after twelve years of National Party (PN) governments that have meant a profound setback for the country. The article seeks to offer some explanatory clues about the political context in which the primary and general elections took place in Honduras. The author offers a series of considerations on the main political forces in Honduras and on the immediate political panorama.

INDEX

Keywords : Honduras, electoral reform, elections, democracy, authoritarianism, drug trafficking

Mots-clés : Honduras, réforme électorale, élections, démocratie, autoritarisme, narcotrafic

Palabras claves : Honduras, reforma electoral, elecciones, democracia, autoritarismo, narcotráfico

AUTEUR

DANIEL VÁSQUEZ

Daniel Vásquez est doctorant au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), affilié au Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines (CEMCA). Il est membre du Laboratoire d'Ethnologie et de Sociologie Comparative (LESC) (UMR 7186), de l'École Doctorale « Espaces, Temps, Cultures » (ED 395) de l'Université de Nanterre. Daniel Vásquez est associé à la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO) - Honduras de l'Université Nationale du Honduras (UNAH)